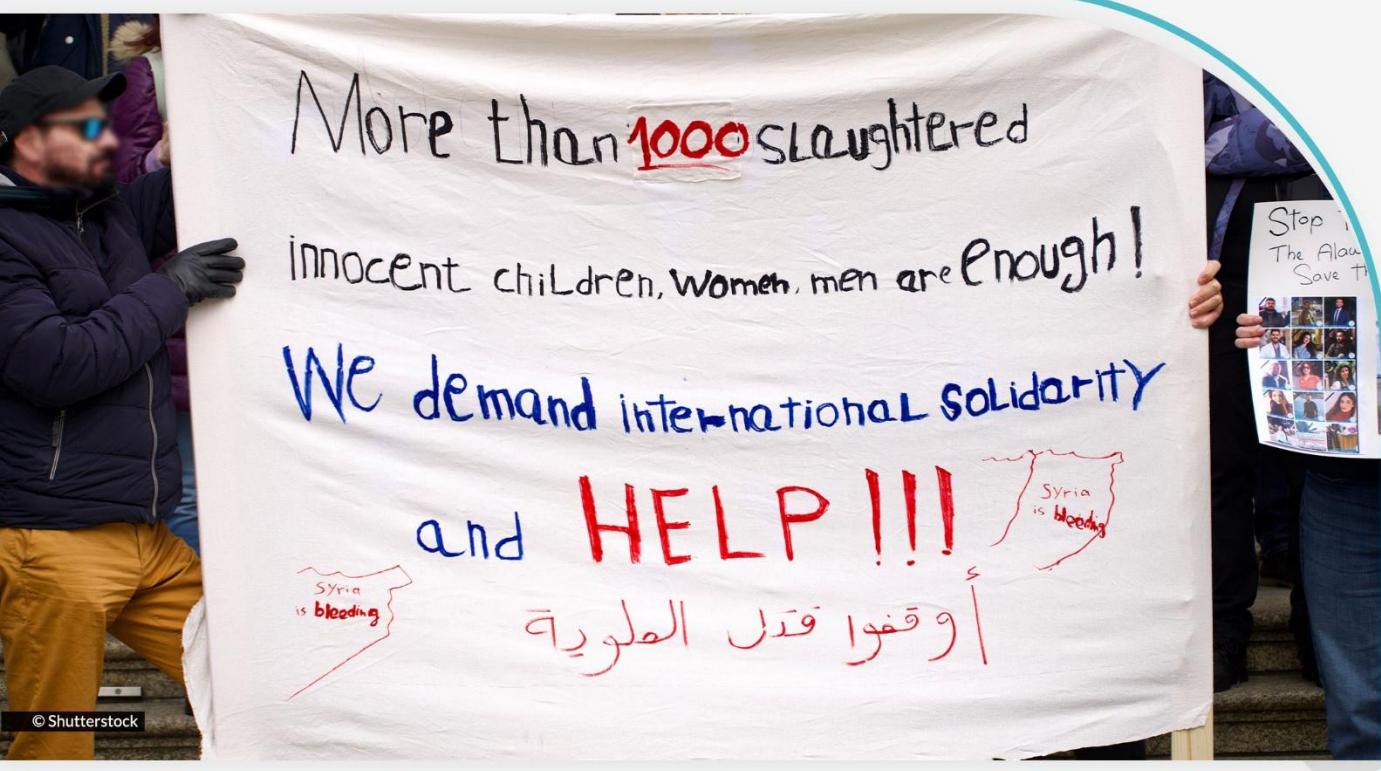


|| Abandonnés à leur sort: violations graves à l'encontre des Alaouites après les massacres sur la côte



■ L'absence de responsabilité des dirigeants et hauts fonctionnaires pour les massacres sur la côte a ouvert la voie à davantage de violations confessionnelles contre les Alaouites en Syrie et a établi un climat d'impunité.

Octobre 2025



Funded by
the European Union



Abandonnés à leur sort: violations graves à l'encontre des Alaouites après les massacres sur la côte

L'absence de responsabilité des dirigeants et hauts fonctionnaires pour les massacres sur la côte a ouvert la voie à davantage de violations confessionnelles contre les Alaouites en Syrie et a établi un climat d'impunité

Ce travail a été réalisé avec le soutien de l'Union européenne et en partenariat avec le "Ceasefire Centre for Civilian Rights". Le contenu de cette publication relève exclusivement de la responsabilité de "Syrians for Truth and Justice" / l'entité éditrice, et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ni celles du "Ceasefire Centre for Civilian Rights".

Résumé exécutif

Ce rapport publié par "Syrians for Truth and Justice" documente une série de violations graves commises à l'encontre de civils issus de la communauté alaouite, survenues entre le 10 mars et fin juin 2025, dans les gouvernorats de Lattaquié, Homs, Hama, Tartous et la région de Damas.

Ces violations font suite aux massacres brutaux qui ont frappé la côte syrienne (du 6 au 9 mars 2025), dans un contexte d'incapacité des autorités syriennes provisoires à assurer la sécurité et la protection effective des populations protégées en Syrie.

Les violations documentées dans ce rapport comprennent le meurtre extrajudiciaire, l'enlèvement, la torture, le pillage et la destruction, la violence confessionnelle, ainsi que les crimes de violence basée sur le genre, affectant particulièrement les femmes et les filles.

Au cours de la période couverte par le rapport, l'organisation a documenté plusieurs violations graves, incluant 64 cas de meurtres, parmi lesquels 9 enfants et 9 femmes, ainsi que 4 cas de survie à des tentatives de meurtre, dont une fillette. Cinq cas d'enlèvements ont également été enregistrés, dont deux concernant des femmes, et 10 cas de torture physique ou psychologique, de coups ou de traitements inhumains, dont un cas concernant un enfant. Il convient de noter que ces chiffres ne reflètent pas le nombre total de victimes, mais seulement les cas documentés dans le cadre de ce rapport.

Les témoignages recueillis par "Syrians" et les enquêtes de terrain appuyées par des sources ouvertes révèlent que ces crimes n'étaient pas des incidents isolés, mais semblent avoir été perpétrés dans le cadre d'une politique visant des communautés spécifiques sur des bases confessionnelles et de genre, dans un contexte d'absence de protection, de déni officiel des faits et de manquement aux enquêtes.

Bien qu'une commission nationale ait été formée pour enquêter sur les massacres de la côte, ses compétences étaient limitées à quelques jours et zones spécifiques, excluant ainsi les violations ultérieures. Son rapport a évité d'imputer la responsabilité aux dirigeants militaires ou sécuritaires, a nié le caractère confessionnel des événements et s'est abstenu de publier l'intégralité de ses résultats au public, révélant ainsi une lacune grave et fondamentale dans la gestion de la responsabilité, renforçant le climat d'impunité et suscitant de réelles inquiétudes quant à la perte des droits des victimes si ces violations ne sont pas examinées par des instances internationales indépendantes et crédibles.

Le rapport ne prétend pas couvrir toutes les violations, mais présente des cas documentés et des modèles représentant une partie d'un ensemble plus large de violences et de violations, incluant le meurtre extrajudiciaire, l'enlèvement, la torture, les violations basées sur le genre, le pillage et la destruction, en mettant l'accent sur la responsabilité des autorités officielles et des factions armées qui leur sont affiliées ou qu'elles soutiennent.

En conclusion, "Syrians for Truth and Justice" formule une série de recommandations à l'attention des autorités syriennes provisoires, de la communauté internationale et des mécanismes onusiens.

Introduction et contexte

À la suite des massacres confessionnels qui ont frappé la côte syrienne et les gouvernorats de Homs et Hama entre le 6 et le 9 mars 2025, les autorités syriennes ont rapidement formé la "Commission nationale indépendante pour l'enquête et la vérification des faits concernant les événements de la côte syrienne" par décision du président par intérim Ahmed al-Charaa le 9 mars. La commission a été chargée d'enquêter sur les événements du 6 mars, initialement pour une durée de trente jours, prolongée par la suite jusqu'à la mi-juillet 2025.

Le 22 juillet, la commission a présenté ses résultats lors d'une conférence de presse à Damas, affirmant son engagement envers les "normes légales et professionnelles" et indiquant avoir documenté la mort de 1 426 personnes, dont 90 femmes et 20 disparus, ainsi que de larges violations lors des opérations militaires. Toutefois, elle a estimé que ces violations étaient "désorganisées" et résultaient de motivations variées telles que la vengeance et le chaos. Elle s'est abstenu de publier le rapport complet et a évité de reconnaître le caractère confessionnel des événements ou d'imputer une responsabilité directe aux dirigeants militaires.

Malgré la formation de la commission, les violations graves à l'encontre des civils alaouites ont perduré, dans un contexte d'incapacité officielle à contrôler les crimes et de dégradation de la confiance du public dans les mesures étatiques, ce que la commission d'enquête internationale a également confirmé dans son rapport publié le 14 août 2025.

Dans ce contexte, "Syrians for Truth and Justice" a préparé ce rapport documentaire couvrant les violations survenues entre le 10 mars et fin juin 2025, basé sur 19 entretiens approfondis avec des victimes, leurs familles et des témoins oculaires, ainsi que sur l'analyse de documents publiés dans des sources ouvertes, incluant vidéos, images et publications vérifiées.

Avec leur consentement éclairé, toutes les personnes interrogées ont été informées de la nature volontaire de l'entretien et des modalités d'utilisation des informations fournies, y compris la publication de ce rapport. Elles ont choisi de garder leur identité ou toute information pouvant les identifier confidentielle, par crainte de représailles envers elles ou leurs familles. Par conséquent, des pseudonymes ont été utilisés pour citer les témoignages.

Ce rapport vise à mettre en lumière les violations survenues après la fin des travaux de la commission d'enquête, non couvertes par les rapports ou mesures de l'État, malgré leur gravité et leur ampleur. Les témoignages et sources ouvertes collectés par "Syrians" montrent que les attaques n'étaient pas aléatoires, mais visaient les membres de la communauté alaouite dans les gouvernorats de Homs, Hama, Lattaquié, Tartous et la région de Damas, dans le cadre d'une vaste violence confessionnelle, en l'absence de protection ou de responsabilité.

Ce résumé en français est basé sur le document original préparé par l'organisation "Syrians for Truth and Justice".

Pour consulter l'intégralité du rapport ainsi que les faits et témoignages qu'il contient, veuillez consulter les liens suivants:

[En anglais:](#)

[En arabe:](#)



À propos de STJ

"Syrians for Truth and Justice" est une organisation de défense des droits de l'homme, non gouvernementale, indépendante, impartiale et à but non lucratif. L'idée de sa création est née chez l'un de ses fondateurs, motivé par son désir de contribuer à la construction de l'avenir de son pays d'origine, la Syrie, lors de sa participation au programme de bourses pour des pionniers de la démocratie (the Leadership Development Fellowship LDF), conçu par l'Initiative de partenariat américano-moyen-oriental (State's U.S.-Middle East Partnership Initiative MEPI) aux États-Unis en 2015.

À propos de Ceasefire



Au fil des années de travail en Irak, en République démocratique du Congo et dans d'autres zones de conflit, nous avons été profondément inspirés par les efforts courageux des militants civils locaux sur le terrain, ainsi que par l'impact évident de leur action sur les responsables et les chefs de milices, même dans les situations les plus chaotiques. En Syrie, les militants civils sont devenus la principale source, et dans de nombreux endroits, la seule source, d'informations fiables sur l'impact de la guerre sur la population civile.

Ce travail a été réalisé avec le soutien de l'Union européenne et en partenariat avec le "Ceasefire Centre for Civilian Rights". Le contenu de cette publication relève exclusivement de la responsabilité de "Syrians for Truth and Justice" / l'entité éditrice, et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ni celles du "Ceasefire Centre for Civilian Rights".



Funded by
the European Union